

Enfants, jeunes et personnes âgées : Une pauvreté Intergénérationnelle ?

Dans une société de plus en plus précaire, accentuée par une conjoncture sociale et économique difficile due à la crise, qui peut encore se dire qu'il sera épargné par la pauvreté ? Tout citoyen européen craint en effet de connaître une situation de pauvreté au cours de sa vie. Ce contexte explique l'engagement de la Commission européenne et des Etats membres à travers l'Année européenne 2010 pour lutter contre la pauvreté. Ce programme paneuropéen a également vocation à mobiliser le plus grand nombre car ce combat reste l'affaire de tous. D'autant plus que certaines catégories de la population encourent des risques plus élevés de connaître une situation d'exclusion sociale ou de pauvreté telles que les familles avec enfants, en particulier les familles nombreuses ou monoparentales, ou encore les jeunes et les personnes âgées.

La pauvreté infantile : Une situation intolérable

Environ 19 millions d'enfants vivent dans la pauvreté au sein de l'Union Européenne soit 20% des enfants européens. Grandissant dans des ménages pauvres, ils sont enclins à vivre tout leur vie sous le seuil de pauvreté et à transmettre à leur tour un handicap social à leurs propres enfants. En effet, les enfants grandissant actuellement dans la pauvreté et l'exclusion sociale sont condamnés à connaître les mêmes difficultés que leurs parents et à plus long terme maintenir des situations de précarité à travers plusieurs générations.

La pauvreté des enfants qui s'illustre par un accès inégal aux ressources et aux opportunités est un véritable fardeau car elle impacte également la vie adulte. Souvent associée à une forme de discrimination, la pauvreté infantile est un déni des droits de l'Enfant. Elle entraîne de graves conséquences à long terme, empêchant l'Enfant de s'épanouir pleinement, elle présente des risques pour la santé et le développement psychologique, l'éducation et le bien-être. Ce phénomène se traduit concrètement par de multiples difficultés qui peuvent toucher aussi bien le logement, la santé, la scolarité, l'alimentation ou l'habillement ; et malheureusement bien souvent ces diverses contraintes s'accumulent pour un même foyer.

Aider les parents à sortir de la précarité est le premier acte pour venir en aide aux enfants. En France, des projets cofinancés par la Commission européenne et le gouvernement mettent l'accent sur cette thématique. Ainsi, le projet « *La parentalité ou l'art d'être parent* » a pour objectif de resserrer les liens entre parents et enseignants afin de mieux appréhender la relation avec l'Enfant. A ce titre, les « *Universités Populaires de Parents-UPP* » abordent la question de la parentalité en donnant la parole à des parents en situation d'exclusion afin de décomplexer et mettre en lumière des situations difficiles mais pas inextricables. Les « *Universités Populaires de Parents-UPP* » apportent leurs aides notamment pour faire face à l'échec scolaire des enfants.

Les jeunes : Instabilité et Exclusion

En France, un cinquième (20,2%) des jeunes de 16-25 ans vit en dessous du seuil de pauvreté (soit 880 euros par mois), contre 13% de l'ensemble de la population française. La tranche des 16-25 ans est en effet la plus vulnérable car elle connaît le taux de pauvreté le plus élevé, qu'il soit évalué de façon monétaire ou en termes de conditions de vie. Les jeunes réclament par conséquent des mesures pour améliorer leurs conditions de vie, et plus particulièrement en matière de logement car pour un jeune sur deux, la priorité est de

faciliter l'accès au logement. Par ailleurs, pour 46% d'entre eux, il est aussi nécessaire de mettre en place des mesures en faveur de l'autonomie financière.

Les jeunes constituent « la variable d'ajustement » du marché de l'emploi et des actions sont nécessaires en amont afin d'éviter l'enlisement de cette situation. A la suite de la crise économique, la diminution du nombre de contrats, même précaires ou peu qualifiés, freine significativement l'accès à une vie professionnelle durable et stable pour toute une génération.

De fait, les jeunes en rupture avec leur milieu familial, sans logement et sans ressources financières, connaissent une précarité extrême. Le contexte économique actuel, le manque de formation et l'absence de solidarités familiales, les amènent à des dépendances, des troubles psychologiques voire parfois des comportements violents.

Quels sont les outils d'insertion en faveur des jeunes ?

Bourses, aides financières, écoles de la deuxième chance, foyers pour adolescents, points d'accueil et d'écoute pour les jeunes, contrats d'insertion, parrainage,... autant de mesures qui peuvent aider les jeunes à reprendre confiance en eux pour se sortir de la pauvreté et s'intégrer dans la société.

Les personnes âgées : Entre pauvreté et isolement

Alors qu'auparavant les personnes âgées étaient peu perçues comme victimes de la précarité, les organismes de lutte contre la pauvreté observent un afflux massif de personnes âgées sombrant dans la précarité. Le risque de pauvreté chez les plus de 65 ans est en effet plus élevé que pour l'ensemble de la population. Les personnes âgées rencontrent des difficultés sur le plan du logement, dues à un marché locatif privé en forte inflation, mais également des problèmes financiers issus de pensions de retraites faibles.

Ce phénomène de précarisation peu visible est méconnu. De nombreux retraités refusent de demander une aide alors qu'ils sont isolés. Au-delà de cet isolement, s'ajoute la faiblesse des ressources perçues, le coût croissant des soins et les difficultés financières des enfants qui ne peuvent plus aider leurs parents. Percevant en moyenne 800 euros de pension, les personnes âgées ont davantage de difficultés à subvenir à leurs loyers. En réponse à ces problèmes, certains retraités recherchent un emploi pour compléter leurs revenus. Il s'agit de personnes entre 58 et 70 ans disposant d'une retraite trop insuffisante. Le logement est l'un des motifs les plus fréquents qui incite les seniors à conserver ou trouver un emploi après l'âge de départ à la retraite.

Le vieillissement croissant de la population imposent des mesures pour faire face aux dépenses de retraite mais également pour assurer un niveau minimum décent de prestations de vieillesse pour tous les seniors.